

Ce que cache le rejet de la société de consommation

Quelques mythes sur la société de consommation à abandonner pour mieux la comprendre.

Par Stanislas Kowalski.

Deux petites remarques de rien du tout pour commencer.

Premièrement, il est formidable de pouvoir se plaindre d'appartenir à [une société de consommation](#). Vous préféreriez une société de [pénurie](#) ? Au pire du pire, les excès de la société de consommation peuvent être compris comme un moindre mal. On déplore l'augmentation du nombre de cancers, principalement parce que les gens ne meurent plus d'une bête rougeole en bas âge.

On n'échappe pas à la consommation et il n'y a pas à le souhaiter. La consommation est, fondamentalement, le but de l'économie. On ne construit pas des usines pour réduire le chômage. Travailler n'est pas un but en soi. On travaille pour créer des biens et des services qui vont améliorer notre vie, pas le contraire. Être dans une société de consommation, c'est un peu pouvoir dire aux acteurs économiques : "Mission accomplie !" On pourra éventuellement parler de buts supérieurs à ceux de l'économie, mais dans ce domaine précis, la société de consommation est un succès.

Deuxièmement, le rejet de la société de consommation est contradictoire avec d'autres plaintes. On ne peut pas vouloir simultanément une augmentation du pouvoir d'achat et une baisse de l'empreinte écologique ou la fin de la société de consommation. Il faut savoir ce que l'on veut.

Une société d'égoïstes ?

Maintenant le vif du sujet. Au-delà de la surabondance, une société de consommation serait une société d'égoïsme, une société ne pensant qu'aux biens matériels, ou encore une société dans laquelle les gens consomment sans donner en retour.

Le problème de l'égoïsme est complexe, surtout quand on l'envisage non pas comme un problème moral, mais comme un problème social.

On sera à peu près d'accord pour dire qu'un homme incapable de compassion et qui ne pense qu'à son propre intérêt est quelqu'un d'insupportable. On enseigne volontiers à ses enfants la nécessité du partage, à la fois pour la paix dans la famille et dans l'intérêt des enfants eux-mêmes. Ils seront plus heureux s'ils sont capables de générosité et de réciprocité. Ils seront moins malheureux s'ils savent supporter les myriades de petites frustrations de la vie. La tempérance et la générosité sont des vertus à promouvoir. C'est parfois difficile à vivre, mais on sera assez facilement d'accord sur l'objectif.

En revanche, si l'on examine les interactions sociales qui ont lieu lorsque l'on promeut la générosité, une difficulté apparaît. Celui qui réclame plus de générosité ou de partage est

souvent le plus égoïste. Mais pas toujours. Si on pouvait reconnaître les escrocs en analysant deux ou trois phrases, la vie serait si facile ! On verra souvent un grand frère tenter de s'emparer des bonbons de son petit frère (ou le contraire) en interprétant abusivement les propos des parents. Culpabiliser les gentils est une méthode très efficace pour s'emparer du bien d'autrui.

Malheureusement, quand le frère demandera à son tour, timidement, l'application du même principe de partage, il a de fortes chances de ne pas être entendu. Les appels à la générosité ont plus de chances d'être des appels sincères et de correspondre à de vraies détresses s'ils sont rares. Si l'on désire vraiment aider les gens, il faut des trésors d'attention. Vous n'entendrez pas la détresse du timide, à moins de vous être préparé à entendre. Les grandes cités ne sont pas de bons endroits pour cela.

Le mensonge syndical

Au niveau politique, un des plus grands malheurs tient au grand mensonge syndical : les syndicats défendraient la justice et l'intérêt général. Non, tout comme les organisations patronales, [les syndicats défendent fondamentalement les intérêts de leurs membres](#). Au mieux ! Quand les structures se pervertissent, ils finissent par ne plus défendre que l'organisation elle-même ou ses délégués. En soi, l'existence des syndicats est légitime. Les gens ont le droit de défendre leurs intérêts, mais il faut prendre les revendications pour ce qu'elles sont. Bref, faire passer la politique sociale par les syndicats, c'est donner le pouvoir aux plus bruyants et aux plus arrogants.

En ce qui concerne le primat du confort matériel, apparaît quelque chose de curieux, qu'on pourrait prendre pour de l'hypocrisie. Devant toute la générosité affichée par tout un chacun, on en vient à se demander comment l'avarice ou la cupidité pourraient être des faits de société. "Oui, c'est vrai, j'apprécie mon confort, mais je ne pense pas qu'à ça ! Mon voisin, lui, ne pense qu'au pognon."

De quoi se plaint-on vraiment ? Personne ne se plaint de posséder trop. D'ailleurs, ce serait assez facile, en théorie, de régler le problème. Si tu te sens enchaîné par tes biens, vas-y, donne ce que tu as aux pauvres. Ah, mais tu ne veux pas le faire... Alors quoi ? Où est le problème ? On dit que les gens manquent de solidarité. Or la part de notre production que nous mettons en commun n'a jamais été aussi grande (sauf dans les pays communistes dont le fiasco doit nous faire réfléchir).

Il n'y a jamais eu autant de solidarité en France, qu'elle soit privée ou publique. Mais, me direz-vous, la solidarité est peut-être vraie si l'on parle du budget de la Sécurité Sociale, mais elle n'est pas dans les esprits. Les gens ne sont pas contents, ils fraudent, ils rechignent à payer... Alors le problème ne serait pas matériel, il serait dans les esprits ? Peut-être bien. Sur le plan matériel, [même nos pauvres jouissent d'un confort inouï](#) dans l'Histoire. Oubliez les statistiques monétaires. Regardez les taux d'équipement en matériel électroménager et leur évolution sur les dernières décennies. On n'a pas de problème de pauvreté en France. On a un problème d'exclusion.

La sécu ne résout rien

Si ce que vous reprochez vraiment à la société moderne, c'est le manque de lien entre les individus, si c'est l'indifférence à la souffrance, ce n'est pas le guichet de la Sécurité Sociale qui va résoudre le problème. Au contraire. Il aura plutôt tendance à rendre les gens négligents. Puisque l'État se charge de tout, je n'ai plus de responsabilité individuelle. Les allocations familiales permettent déjà de se débarrasser de son conjoint, alors pourquoi se préoccuper plus que ça des anonymes pour lesquels on cotise déjà ? Pourquoi rendre visite à son grand-père qui touche une pension plus que confortable ? Peut-être parce que c'est l'essentiel.

Le marché, dit-on, est anonyme et impersonnel. C'est vrai, en partie. En partie seulement. Les relations commerciales se passent ordinairement autour de produits standardisés avec l'anonymat de la transaction monétaire. L'impersonnalité du prix est nécessaire pour [faire collaborer les milliers de travailleurs nécessaires à la production du moindre objet](#). Cependant, dès que l'on arrive sur des projets plus spécifiques, la relation commerciale redevient quelque chose d'éminemment humain.

Elle suppose la volonté de comprendre les besoins du client. Ce n'est pas pour rien que les businessmen accordent autant de place à la tenue, à la politesse et aux dîners d'affaires, toutes choses destinées à établir la confiance. Bien sûr, la relation commerciale est limitée dans son objet, contrairement à l'amitié ou à l'alliance matrimoniale. Mais elle n'est pas aussi dépourvue d'humanité ce que les socialistes voudraient nous faire croire. Et surtout, surtout, la relation commerciale n'interdit pas d'autres formes de relations.

L'Etat destructeur des solidarités

Plus encore que la complexité des métiers et des statuts, c'est surtout [l'État collectiviste et centralisateur](#) qui atomise la société, en détruisant les corps intermédiaires et en se méfiant des relations choisies. Paradoxalement, en dénigrant la responsabilité individuelle, pour tenter de recréer les solidarités perdues, l'État collectiviste laisse les individus seuls face à une machine administrative glaciale. Car le Léviathan n'a pas la dimension qui convient à l'homme. Les agents de sa loi ne sont pas payés pour avoir de l'empathie, mais pour appliquer des directives.

Un conservateur pourra regretter la disparition des solidarités traditionnelles. La modernité les remplace par des solidarités choisies. Ce changement n'est pas facile, surtout dans un monde aussi large que le nôtre, et aussi changeant. La liberté implique le risque de se retrouver seul. Elle implique le risque permanent de voir nos relations remises en cause : une séparation, un divorce, un licenciement. Ce risque est le prix à payer pour la prospérité et le progrès. Plus rien ne va de soi. Tu peux choisir ta carrière, tu n'es plus obligé de devenir paysan. Le corollaire, c'est que tu dois choisir et être choisi. Tu vas connaître le vertige de l'orientation, et peut-être l'angoisse du chômage. Il est vain de se lamenter. Pas de choix sans le risque de se tromper. Tout ce qui importe, c'est que l'échec ne soit pas définitif. Pour le coup, l'État centralisateur est pire que le marché. Car [la concurrence offre des portes de sortie et des secondes chances. Pas le monopole](#).

Si après que puissent être parfois les relations commerciales, elles reposent sur le principe élémentaire du donnant-donnant. Tant que le marché n'est pas faussé, il n'est pas possible d'être un pur consommateur. Les consommateurs sont en même temps des producteurs et des

commerçants. À l'inverse, l'État-Providence est l'organisation politique qui nous habitue à prendre sans donner. La "société de consommation", en ce sens, ce n'est pas le libéralisme, c'est le socialisme. En se plaçant dans une rhétorique du "droit à", ce dernier nous habitue à l'ingratitude. Puisque nous avons droit à la redistribution des richesses, il n'est plus nécessaire de dire merci. Voilà peut-être tout le fond de l'affaire.